

Chambre des Représentants.

SESSION 1839 — 1840.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 3.

M. DE LANGHE, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|------------------------------|---------------------------------------|--|
| 1 | 424 | Par pétition du 27 avril 1840,
Le général Le Charlier demande que la Chambre fasse régulariser sa position dans l'armée. — Concl. — Ordre du jour. |
| 2 | 143 | Par pétition du 28 novembre 1839,
Le sieur De la Goutte-De la Croix, titulaire d'un brevet pour un système de courbes à petits rayons dans les chemins de fer, s'adresse à la Chambre pour obtenir réparation du dommage qu'il prétend que lui a fait éprouver le département des travaux publics, et demande qu'elle fasse faire un nouvel essai dudit système. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 3 | 90 | Par pétition du 30 novembre 1839,
Le sieur Dierkx, agent d'affaires à Turnhout, adresse à la Chambre un plan de canalisation du Demer. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 4 | 369 | Par pétition du 10 mars 1840,
Des habitants de la commune de Grandrieux demandent le passage, par leur commune, de la route projetée de Beaumont sur Avesnes. — Concl. — Ordre du jour. |
| 5 | 89 | Par pétition du 28 janvier 1839,
Trois fermiers de la commune de Wodecq (Hainaut), se plaignent du tort qu'ils éprouvent par le remblai d'une route nouvelle et de- |

- mandent que cet inconvénient vienne à cesser. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
- 6 227 Par pétition du 2 janvier 1840,
Les conseils communaux de Damme, Oostkerke, Moerkerke et Lapschuere demandent un canal de débouchement dans la mer du Nord. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
- 7 1436 Par pétition du 21 avril 1837,
L'administration communale et les habitants d'Havré (Hainaut), demandent que le chemin de fer, de Bruxelles à Paris, passe par Havré. — Concl. — Ordre du jour.
- 8 110 Par pétitions l'une du 3 décembre 1839 et l'autre sans date,
Les administrations des communes de Saint-George (Flandre occidentale) et de Meerendré (Flandre orientale), appuient le mémoire de la commune d'Aeltre et réclament contre le déplacement du chemin de fer entre Gand et Bruges.
- 9 109 Par pétition du 3 décembre 1839,
L'administration communale d'Oostroosebeke (Flandre occident.), adresse son adhésion au mémoire de la ville de Thielt, en faveur dudit déplacement. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions à M. le ministre des travaux publics.
- 10 99 Par pétition du 2 décembre 1839,
Les maîtres de carrières des Écaussines, Soignies et Feluy, demandent une tolérance majorée de poids, en hiver, dans le transport, plus en équilibre avec celle d'été.
- 11 308 Par pétition du 6 février 1840,
Des fermiers du canton d'Assche, demandent des modifications aux lois sur le roulage. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
- 12 118 Par pétition du 17 novembre 1839,
Des habitants de la commune d'Auweghem (Flandre orientale), demandent que l'arrêté royal du 8 septembre 1825, qui les réunit, à partir du 1^{er} janvier 1840, à la commune d'Huysse, ne soit pas exécuté. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
- 13 400 Par pétition du 4 avril 1840,
Le sieur Victor Nicod, à Ixelles, inventeur d'un nouveau système d'hygiène, se plaint des entraves que la commission sanitaire apporte à sa propagation. — Concl. — Ordre du jour.
- 14 388 Par pétition du 1^{er} avril 1840,
Le sieur André Lefebvre, vétérinaire à Gand, propose de supprimer l'abattage des chevaux atteints de la morve, maladie qu'il prétend n'être pas contagieuse. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
- 15 108 Par pétition du 1^{er} décembre 1839,
Trois conseillers communaux de Forges (Hainaut), signalent des

- abus dans l'administration du collège des bourgmestre et échevins. —
Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
- 16 233 Par pétition du 16 janvier 1840,
Des habitants de la commune de Zwevezele (Flandre occidentale)
demandent que la Chambre prenne des dispositions pour faire cesser
les abus et les violences qui se pratiquent dans l'exécution de la loi
électorale. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
- 17 87 Par pétition du 4 novembre 1839,
Des habitants de la commune d'Herbeumont demandent que, dans
la nouvelle circonscription judiciaire, leur commune continue à faire
partie du canton de Paliseul. — Concl. — Renvoi à la commission
chargée de l'examen du projet sur la circonscription cantonale.

M. DE GARCIA, 2^e rapporteur.

- 18 323 Par cinq pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous
la date du 20 février 1840,
Des habitants des communes de Haringue, Rousbrugghe, Beveren,
district de Furnes, Anvers, Wilmarsdonck et Oorderen, demandent
le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces,
pour les affaires de la commune et de la province.
- 19 321 Par sept pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous
la date du 18 février 1840,
Des habitants des communes de Munte, Ledeborg, Ramscappelle,
Nieuport, Middelburg, Verrebroek et Casterlé, demandent le rétablis-
sement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les
affaires de la commune et de la province.
- 20 322 Par trois pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous
la date du 19 février dernier,
Des habitants des communes de Bottelaere, Melle et Anvers,
demandent le rétablissement de l'usage de la langue flamande dans
certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 21 313 Par sept pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous
la date du 15 février dernier,
Des habitants de Maldegheem, Oost-Eecloo, Adegem, St-Denis,
Heusden, Overmeire et Gotthem, demandent le rétablissement de la
langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la
commune et de la province.
- 22 304 Par quatre pétitions présentées à la Chambre des Représentants,
sous la date du 13 février,
Des habitants des communes de Wevelghem, de Houthem, Uyt-
bergen et Watervliet, demandent une loi qui rétablisse l'usage de la
langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la
commune et de la province.

- 23** **309** Par trois pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 14 février,
- Des habitants des communes de Zelzaete, Denterghem et Nederbrakel, demandent une loi qui rétablisse l'usage de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 24** **317** Par six pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 17 février dernier,
- Des habitants des communes de Blankenberg, Capryke, Cruys-hautem, Schelderode et Dickelvenne, demandent que l'usage de la langue flamande soit rétabli dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 25** **341** Par quinze pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 26 février,
- Des habitants des communes d'Eecloo, Lille, Esschen, Vive-St-Éloy, Massenhoven, Auvers, Lierre, Gand, Doel, Ooteghem et Lessinghe, demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 26** **357** Des habitants de la commune d'Iderghem demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 27** **347** Par quinze pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 28 février,
- Des habitants des communes de Baelen et Olmen, Merchtem, Baelegem, Ninove, Gullegem, Heystopdenberg, Santbergen, Grimmingen, Asper, Loenhout, St-Lievens-Essche, Steenhuyze, Oedelem, Winkel-Saint-Eloy, demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 28** **368** Par six pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 13 mars dernier,
- Des habitants des communes de Syngem, Heurne et Worteghem, Auvers, Veurne et Oostroosebeke, demandent le rétablissement de l'usage de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 29** **360** Par deux pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 9 mars,
- Des habitants des communes de Bouwel et de Steene demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 30** **364** Par une pétition présentée à la Chambre des Représentants, sous la date du 12 mars,
- Des habitants de la commune de Baerle-Hertog demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.

- 31** **380** Par six pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 2 avril,
- Des habitants des communes de Hamme, Gand, Auweghem, Eessen, Bouchaute et Bassevelde, demandent le rétablissement de l'usage de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 32** **392** Par une pétition adressée à la Chambre des Représentants, sous la date du 6 avril,
- Des habitants d'Ostende demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 33** **351** Par neuf pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 5 mars,
- Des habitants des communes de Tamise, Achel, Huyse, Heule, Loo, Berchem, Vosselaere, Eecloo et Zeeverghem, demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 34** **334** Par onze pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 22 février,
- Des habitants des communes flamandes de Deerlyk, Westerloo, Nieucappelle, Moorseele, Welden, Wervicq, Waereghem, Deurne et Austruweel, demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 35** **329** Par sept pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 21 février dernier,
- Des habitants de Gand, St-Joris, Nevele, Exaerde, Hulst, Arendonck et Eecke, demandent une loi qui rétablisse l'usage de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 36** **270** Par une pétition présentée à la Chambre des Représentants, sous la date du 3 février dernier,
- Des habitants de Renaix demandent qu'il soit adopté des mesures légales, en vertu de l'art. 23 de la Constitution, pour rétablir la langue flamande dans les administrations de certaines parties du royaume.
- 37** **337** Par 19 pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 24 février,
- Des habitants des communes de Peteghem, Viersel, Anvers, Elsegheem, Burgt, Marie Hoorebeke, Wannegemlede, St-Job-in-'t-Goor, Borsbeeck, Merxem, Leke, Martens-Lierde, Bachte, M^a-Leerne, Cruybeke, Oycke, Oudcappelle, Opbrakel, Ninove et Gand, demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.

- 38 339 Par 19 pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 25 février dernier,
- Des habitants des communes de Gand, Assenede. Clinge, Zwyn-drecht, Herenthout, Gheluwe, Bredene, Nieuport, Mannekensvere, Wielsbeke, Oostdunkerque, demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 39 442 Par 6 pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 7 mai dernier,
- Des habitants des communes de Wetteren, Renaix, Zwynaerde (Flandre orientale), Audenarde, Weelde et Sinay, demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- 40 461 Par 40 pétitions présentées à la Chambre des Représentants, sous la date du 20 mai, présent mois,
- Des habitants de 40 communes des provinces de Brabant, d'Anvers et de Limbourg, demandent le rétablissement de la langue flamande dans certaines provinces, pour les affaires de la commune et de la province.
- Les pétitions ci-dessus, au nombre de 214, couvertes de milliers de signatures d'habitants, appartenant à 214 communes de cinq provinces du royaume, tendent par les mêmes motifs et les mêmes considérations, au même but.
- Tous les citoyens qui ont signé ces pétitions, demandent que la langue flamande, qui est leur langue maternelle, soit employée à l'égard des Flamands, pour les affaires de la commune et de la province, et que cette langue jouisse de toute la protection accordée à la langue française.
- La conclusion qu'a l'honneur de vous présenter la commission des pétitions, c'est que toutes les pétitions, reprises au présent rapport, du n° 18 à 40 inclus, soient renvoyées à M. le ministre de l'intérieur.

M. LYS, 3^e rapporteur.

- 41 382 Par pétition du 9 mars 1840,
- Le sieur H.-A. Melon, milicien de la commune de Liège, de la classe de 1838, se plaint d'avoir été déclaré, par erreur, retardataire de la milice et incorporé en vertu de l'art. 168 de la loi de 1817. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
- 42 250 Par pétition du 20 janvier 1840,
- Le sieur H. Ghislain, à Verviers, demande que la Chambre intervienne pour que les mémoires de la commission royale d'histoire soient imprimés sur du meilleur papier. — Concl. — Ordre du jour.

- 43 1480 Par pétition du 12 mai 1837,
Le sieur Jean-Philippe Sohest, ancien militaire pensionné, demande un emploi. — Concl. — Ordre du jour.
- 44 419 Par pétition du 7 avril 1840,
Le sieur Pierre Bourgeois, à Berchem (Flandre orientale), demande que la Chambre décide si sa nièce qu'il a élevée depuis l'âge de six ans, et qui n'a plus quitté sa maison, doit payer la contribution personnelle comme servante. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
- 45 214 Par pétition du 13 janvier 1840,
Le sieur P.-J. Nollet, nommé par la régence receveur communal à Ingoyghem, réclame contre une décision de la députation permanente qui refuse de sanctionner sa nomination. — Concl. — Ordre du jour.
- 46 297 Par pétition du 6 février 1840,
Le sieur Ives Castel, meunier, et la veuve Versaille, meunière, à Ypres, demandent la déplantation de quelques arbres situés sur la route de 1^{re} classe, d'Ypres à Menin, en faveur de leur moulin, moyennant indemnité. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
- 47 272 Par pétition du 30 décembre 1839,
Des habitants des communes de Péruwelz, Roucourt et autres communes, demandent que le gouvernement accorde la concession d'un pont sur le canal de Pommerœul à Antoing, demandée par le sieur Midol de Roucourt. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
- 48 145 Par pétition du 12 décembre 1839,
Le sieur Platon, cabaretier à Bruxelles, acquéreur de terrains près la station du chemin de fer, se plaint de ce que toutes les conditions de vente ne soient pas exécutées, et demande que les intéressés soient rassurés sur le projet d'une nouvelle station. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
- 49 283 Par pétition sans date,
Des artistes vétérinaires de la province de Liège demandent une loi répressive de l'exercice de l'art vétérinaire sans autorisation. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice.
- 50 367 Par pétition du 20 février 1840,
Des propriétaires de hauts-fourneaux, des maîtres de forges et d'usines pour la fabrication du fer, dans l'arrondissement de Charleroi, exposent la situation pénible où se trouve l'industrie du fer et demandent l'exécution de la deuxième voie continue du chemin de fer. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
- 51 330 Par pétition du 19 février 1840,
Les administrateurs gérants des hauts-fourneaux et usines de l'arrondissement de Charleroi appellent l'attention de la Chambre sur la pénible situation de l'industrie du fer et demandent l'exécution

de la double voie continue des chemins de fer. — Concl. comme à l'article précédent.

- 52 425 Par pétition du 25 avril 1840,
Le sieur Henri Hofman, fabricant de grès à La Roche, demande une augmentation de droits d'entrée sur les poteries étrangères. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
- 53 415 Par pétition du 2 avril 1840,
Trois fabricants de papiers de Bruxelles demandent que les papiers étrangers soient imposés en Belgique au même taux que les nôtres le sont chez eux. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
- 54 296 Par pétition du mois de février 1840,
Des distillateurs, cultivateurs et bouchers de Gand et environs demandent une diminution de droits à l'entrée sur le bétail venant de la Hollande. — Concl. — Même renvoi.
- 55 300 Par pétition sans date,
Des fabricants de rubannerie de Courtrai, demandent que les fabricats étrangers soient frappés d'un droit protecteur de leur industrie. — Concl. — Même renvoi.
- 56 350 Par pétition du 28 février 1840,
Le sieur Jean Heerens, meunier à Fouron-Saint-Martin, demande une modification à la loi des douanes qui lui permette de continuer à moudre pour les habitants des communes de Noorbeek et de Mheer, actuellement situées en Hollande. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
- 57 307 Par pétition du 12 février 1840,
Le sieur E. Malfait, à Courtrai, propose des modifications à la loi sur le sel. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
- 58 427 Par pétition du 28 avril 1840,
La veuve B.-L. Hofland, à Ostende, demande dans l'intérêt de ce port la suppression du tonnage extraordinaire et du droit de feux. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
- 59 344 Par pétition du 27 février 1840,
Les fabricants de pianos de Bruxelles demandent de nouveau une augmentation des droits d'entrée sur les pianos étrangers. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
- 60 417 Par pétition du 6 avril 1840,
Des bateliers de Termonde et environs demandent qu'il soit pris des mesures en faveur de la marine marchande. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.